



Établissement public
chargé de la conservation et de la restauration
de la cathédrale Notre-Dame de Paris

Travaux de Phase III de restauration de la Cathédrale Notre Dame de Paris

NOTE D'ORGANISATION DE CHANTIER

TABLE DES MATIERES

1. GENERALITES	5
1.1. Glossaire	5
1.2. Objet	5
1.3. Présentation du projet	6
1.4. Plans de repérage	8
1.5. Intervenants du chantier	9
2. CONTRAINTES	9
2.1. Contraintes dues au contexte du projet	9
2.2. Contraintes dues au contexte urbain	10
2.3. Contraintes de chantier en site sinistré et avec un risque lié au plomb	11
2.4. Contraintes de circulation	11
2.5. Contraintes d'accès au site	12
2.6. Contraintes des horaires des travaux	12
2.7. Contraintes d'allotissement	13
2.8. Contraintes liées à la présence de végétaux	13
2.9. Visites exceptionnelles	13
2.10. Aléas	14
2.10.1. Intempéries	14
2.10.2. Découverte patrimoniale/autres	14
3. ORGANISATION GENERALE	15
3.1. Généralités	15
3.2. Participants	15
3.2.1. Cellule logistique	15
3.2.2. Agents de sécurité	16
3.2.3. Entreprises réalisant les prestations décrites à la NOC	16
3.2.4. Prorata	16
3.2.5. OPC	16
3.3. Réunions et visites	17
3.4. Documents attendus des lots	17
3.4.1. Eléments généraux	18
3.4.2. Le planning détaillé des études et travaux	19
3.4.3. Phasage et ordonnancement	20
3.5. Le plan d'installation de chantier	20
3.6. Clôtures – Palissades – Portails	20
3.7. Signalétique	20
3.8. Interdictions	21
4. ORGANISATION DE LA ZONE BASE-VIE	22
4.1. Accès et circulation du personnel de chantier – stationnement	22
4.2. Base-vie	23
4.2.1. Organisation des bases-vie	23
4.2.2. Entretien, maintenance et nettoyage de la base vie (cantonnements compagnons et bureaux)	24

4.2.3.	Nettoyage des circulations communes (base-vie).....	24
4.2.4.	Laverie de chantier	24
4.2.5.	Déchets ménagers	24
4.2.6.	Attribution des vestiaires	24
4.3.	Points fumeurs.....	25
4.4.	Infirmierie.....	25
5.	ORGANISATION DE LA ZONE CHANTIER	26
5.1.	Accès et circulation des véhicules de chantier	26
5.1.1.	Accès	26
5.2.	Organisation des livraisons.....	27
5.2.1.	Protocole de livraison	27
5.2.2.	Protocole de déchargement	29
5.2.3.	Convois exceptionnels.....	29
5.2.4.	Livraison par voie fluviale	29
5.3.	Magasins des entreprises	30
5.4.	Zones de stockage.....	30
5.4.1.	Dispositions générales	30
5.4.2.	Zones interdites aux stockages	30
5.4.3.	Stockages de carburants et de matières liquides inflammables	30
5.5.	Gestion des appareils de chantier	31
5.5.1.	Généralités	31
5.5.2.	Engins de chantier	31
5.5.3.	Grues à tour.....	31
5.5.4.	Grues mobiles.....	32
5.5.5.	Parasitage des ondes.....	32
5.5.6.	Palonniers, élingues	32
5.5.7.	Nacelles élévatrices.....	32
5.5.8.	Lifts de chantier	33
5.6.	Fluides provisoires de chantier.....	33
5.6.1.	Dispositions générales	33
5.6.2.	Electricité	33
5.6.3.	Eau	34
5.7.	Nettoyages.....	35
5.7.1.	Nettoyage des circulations communes (chantier)	35
5.7.2.	Nettoyage des zones travaux.....	35
5.7.3.	Nettoyage final de chantier.....	35
5.8.	Evacuation des déchets	35
5.8.1.	Dispositions générales	35
5.8.2.	Déchets plombés	35
5.9.	Sanitaires de chantier.....	36
5.10.	Lave-bottes	36
6.	SECURITE ET SURETE	36
6.1.	Gardiennage.....	36
6.2.	Vidéosurveillance	37
6.3.	Contrôle d'accès	37
6.3.1.	Badges.....	37
6.3.2.	Liste du personnel	38
6.4.	Gestion des fermetures et des clés	38
6.5.	Sécurité de chantier.....	38

6.5.1.	Protections collectives	38
6.5.2.	Echafaudages et ouvrages annexes	38
6.5.3.	Événement imprévu.....	39
6.5.4.	Points de rassemblement	39
6.5.5.	Voies pompier	40
6.5.6.	Bornes incendie/colonnes sèches	40
6.6.	Astreinte des entreprises.....	40
7.	PRESRIPTIONS COMPLEMENTAIRES.....	41
7.1.	Etanchéités provisoires de l'ouvrage	41
7.2.	Photographies de chantier.....	41
7.3.	vols.....	41
7.4.	Documents et plans	41
7.4.1.	Moyens de communication	41
7.4.2.	Confidentialité	41

1. GÉNÉRALITÉS

1.1. GLOSSAIRE

Dans le présent document, les termes suivants correspondent à la définition ci-après :

- « MOA » Maître d'ouvrage, ou Maitrise d'Ouvrage ;
- « MOE » : Maître d'Œuvre ou Maîtrise d'œuvre;
- « BC » Bureau de Contrôle ;
- « CSPS » : Coordonnateur de sécurité et de protection de la santé ;
- « PGC » : Plan Général de Coordination établi par le CSPS ;
- « Marché » : marché de travaux des entreprises conclu avec le Maître d'Ouvrage aux fins de réalisation de ses prestations ;
- « OS » : Ordre de Service ;
- « PIC » : Plan d'installation de chantier ;
- « NOC » : La présente note d'organisation de chantier ;
- « OPC » : Entité en charge de l'ordonnancement du pilotage et de la coordination ;
- « LOG » : Cellule en charge de la logistique
- « SAS MEN » : agents chargés de l'exploitation des unités de décontamination plomb ;
- « OTP » : opérateur technique plomb, gère les manutentions liées au plomb ;
- « A sa charge » : réalisation faite par l'entité concernée ;
- « A ses frais » : réalisation payée, financée par l'entité concernée ;
- « Au titre de son marché » : à sa charge et à ses frais ;
- « Période de préparation » : Période allouée à la préparation des travaux pour les entreprises, qui débute à partir de la notification, et dont la durée est définie au marché de chacun des lots.

1.2. OBJET

La rédaction de la Note d'Organisation de Chantier intervient dans un contexte de chantier en cours, pour les travaux de restauration de l'Ouvrage de Notre Dame de Paris, après l'ouverture au public le 08/12/2024.

Notre-Dame de Paris, l'un des monuments les plus emblématiques de Paris est située sur l'île de la Cité, dans le 4^{ème} arrondissement de Paris et est la cathédrale de l'archidiocèse de Paris.

La présente note d'organisation de chantier a pour objet de :

- Préciser les dispositions actuellement mises en place ou initialement prévues en matière d'organisation de chantier ;
- Fixer les principes d'organisations et de déroulement du chantier auxquels seront soumises les entreprises à la suite de la première phase de restauration (Phase II) de l'Ouvrage de Notre Dame de Paris pour les travaux.

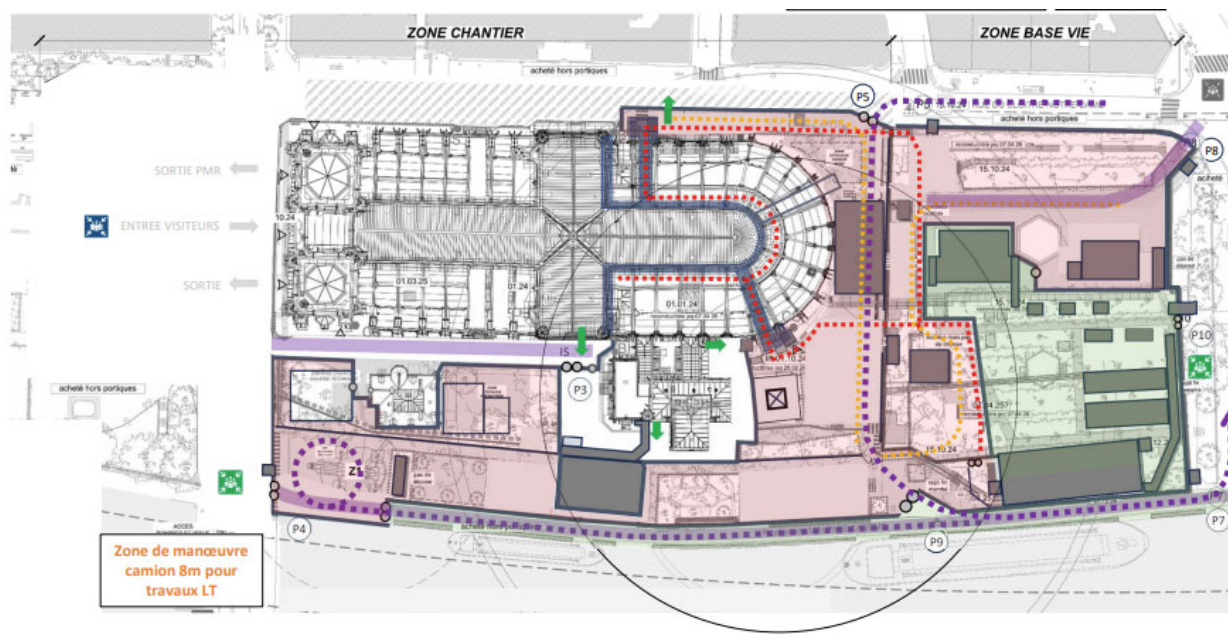
Ces dispositions se réfèrent également (sans que cela soit limitatif) :

- Aux plans d'installations de chantier ;
- Au calendrier des études et travaux ;
- Au PGC (Plan Général de Coordination en matière de sécurité et protection de la santé) ;
- Aux contraintes particulières du chantier ;
- Aux arrêtés municipaux de la ville de Paris ;
- Au plan de prévention du site ;
- Et de façon générale, aux pièces contractuelles des Marchés.

1.3. PRESENTATION DU PROJET

Le chantier se décline en 2 zones, à savoir – voir plans ci-après :

- Zone rouge : zone en chantier, avec des restrictions d'horaire en termes de levage (au-dessus des zones en exploitation), et avec la contrainte du plomb ;
- Zone verte – à l'est : zone accessible aux compagnons, avec des restrictions d'horaire en termes d'accès aux cantonnements (direction de chantier, bureaux, cantonnements), et sans la contrainte du plomb.



Le chantier est délimité :

- Au nord par : la rue du Cloître-Notre-Dame dont une partie a été annexée au chantier, l'autre étant conservée pour les piétons ;
- Au sud par : la Seine ; et par la voie pompier située entre le presbytère et la cathédrale.
- A l'ouest par : une partie du parvis (prolongé au sud par le pont au double et la rue Lagrange et au Nord par la rue d'Arcole) ;
- A l'est par : en s'éloignant, le square Jean XXIII, le quai de l'archevêché.

Il est rappelé aux entreprises qu'elles sont tenues à un devoir de confidentialité sur tous les éléments liés au projet.

1.4. PLANS DE REPERAGE

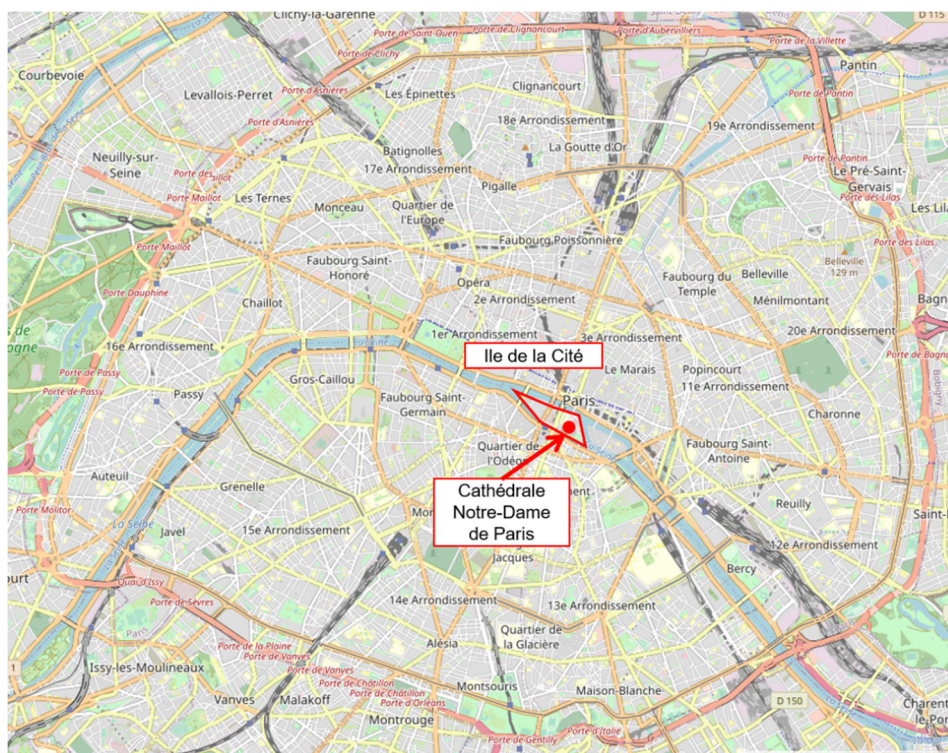


Figure 1: Localisation de la Cathédrale Notre-Dame de Paris



Figure 2: Plan de situation de la Cathédrale Notre-Dame de Paris et de ses abords

1.5. INTERVENANTS DU CHANTIER

Le Maître d'Ouvrage, l'Etablissement public chargé de la conservation et de la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris se fait assister dans sa mission par plusieurs organismes :

- Le groupement de maîtrise d'œuvre :
 - Architectes en Chef des Monuments Historiques : Philippe VILLENEUVE, Rémi FROMONT,
 - Le Maître d'œuvre installations de chantier : société PATRIARCHE ;
 - Le Maître d'œuvre plomb : société ANTEA GROUP ;
 - L'économiste : société PILTE
 - Le bureau d'études SSI et fluides : société INGEROP ;
 - Le bureau d'étude structure : société STUDIO COMES et société BESTREMA ;
- L'OPC et la cellule logistique : société SETEC OPENCY et société SICA ;
- Le Coordonnateur SPS de conception : société APAVE ;

L'allotissement retenu à ce jour pour les installations de chantier est :

- Lot 01A : Installation de la base vie,
- Lot 01B : Nettoyage des bases vies,
- Lot 01C : Nettoyage des vêtements de chantier,
- Lot 02A : Fluides de chantier,
- Lot 02B : Installations de chantier diverses,
- Lot 02C : Utilité plomb,

Cet allotissement pourra être mis à jour ultérieurement.

2. CONTRAINTES

2.1. CONTRAINTES DUES AU CONTEXTE DU PROJET

Le 15 avril 2019, un violent incendie détruit la flèche et la totalité de la toiture couvrant la nef, le chœur et le transept et pollue au plomb la totalité de la Cathédrale de Notre Dame de Paris.

Compte tenu de la particularité de l'opération, chaque entreprise est réputée avoir, à tout moment :

- Pris connaissance de tous les documents utiles à la réalisation et à l'organisation des travaux ;
- Pris connaissance du site, des lieux et du terrain d'implantation des ouvrages et de tous les éléments généraux et particuliers en relation avec l'exécution des travaux ;
- Apprécié toutes les conditions d'exécution des ouvrages et de l'installation de chantier et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature et de leur importance ;
- Pris parfaitement connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes les sujétions relatives aux lieux des travaux et de l'installation de chantier, aux accès, aux abords, à l'exécution des travaux à pied d'œuvre, ainsi qu'à l'organisation et aux fonctionnements du chantier (moyens de communication et de transport, possibilité de stockage des matériaux, ressources en main d'œuvre, énergie électrique, eau,

installations de chantier, éloignement des décharges publiques ou privées, pollution au plomb, etc.).

2.2. CONTRAINTES DUES AU CONTEXTE URBAIN

Le projet s'inscrit dans un contexte urbain dense et touristique au cœur de Paris.

Les Entreprises intervenant sur le projet de Restauration de Notre Dame de Paris devront, au titre de leur marché, tous les travaux et ouvrages provisoires que leurs travaux rendent nécessaires pour le maintien en fonctionnement des commerces et chantiers environnants.

Les Entreprises devront prendre toutes les mesures pour respecter l'environnement du site et éviter le développement de pollution (plomb notamment), de nuisances sonores et visuelles aux abords du chantier, notamment en mettant en œuvre :

- Des dispositifs propres à éviter la propagation des particules de plomb et des poussières ;
- Un traitement approprié des effluents ;
- Des consignes pour éviter l'emploi de sirènes ou de klaxon de manière intempestive ;
- Les précautions nécessaires pour maintenir les contours du chantier dans un état de propreté **IRREPROCHABLE** ;
- Limiter au maximum les travaux en horaires nocturnes ou hors des créneaux horaires de chantier ;
- Respecter les interdictions de survol de grues ;
- Ne pas encombrer les voies pour les pompiers dans l'emprise chantier, ni les accès aux bouches incendies et aux colonnes sèches, ni les points de rassemblement.

Il est précisé que les nettoyages et les travaux de remise en état dus au non-respect des précautions d'usage pourront être demandés par la MOA et la MOE à une entreprise tierce, dont les frais seront à la charge des Entreprises responsables.

En cas de plaintes ou constat de trouble du voisinage à la suite de travaux, les entreprises concernées auront à répondre auprès du MOE et de la MOA, qui pourront faire appliquer les pénalités prévues au marché. Des amendes de la part des divers services de la ville pourront également être appliquées. En outre, les entreprises seront tenues de stopper leurs tâches et présenter à la MOE et au CSPS les solutions avant une possible reprise. Le MOA se réserve le droit d'imposer aux entreprises certaines plages horaires à respecter pour leurs travaux bruyants sans que les entreprises ne puissent se prévaloir d'une quelconque indemnité financière et incidence délais.

Il est rappelé aux entreprises :

- Le grand nombre d'habitations au nord du chantier ;
- La présence de plusieurs commerces dans la rue du Cloître située au nord du chantier,

Les entreprises devront tenir compte de cette indication dans l'organisation de leurs travaux, et pour la planification de leurs livraisons pour éviter les des nuisances sonores. Les informations nécessaires à l'organisation de celles-ci seront communiquées par le pôle OPC-LOG suivant les évolutions de ces chantiers mitoyens.

2.3. CONTRAINTES DE CHANTIER EN SITE SINISTRE ET AVEC UN RISQUE LIÉ AU PLOMB

Le projet s'inscrit dans un contexte de travaux à réaliser dans un site contaminé par le plomb. Certaines zones sont également concernées par la présence d'amiante.

Les accès au site puis aux zones de chantiers font l'objet de procédures décrites par la MOE et le CSPS. - **se référer au PGC**

Les compagnons et encadrants sont tenus d'avoir suivi une formation au risque plomb (et informer leur médecine de travail) avant d'intervenir sur le site, et de se conformer aux documents décrivant les mesures à respecter dans les zones contaminées par le plomb.

Les entreprises sont tenues de connaître toutes les pièces marché relatives au plomb et à l'amiante (pièces descriptives et prescriptives) et d'en informer leurs salariés.

2.4. CONTRAINTES DE CIRCULATION

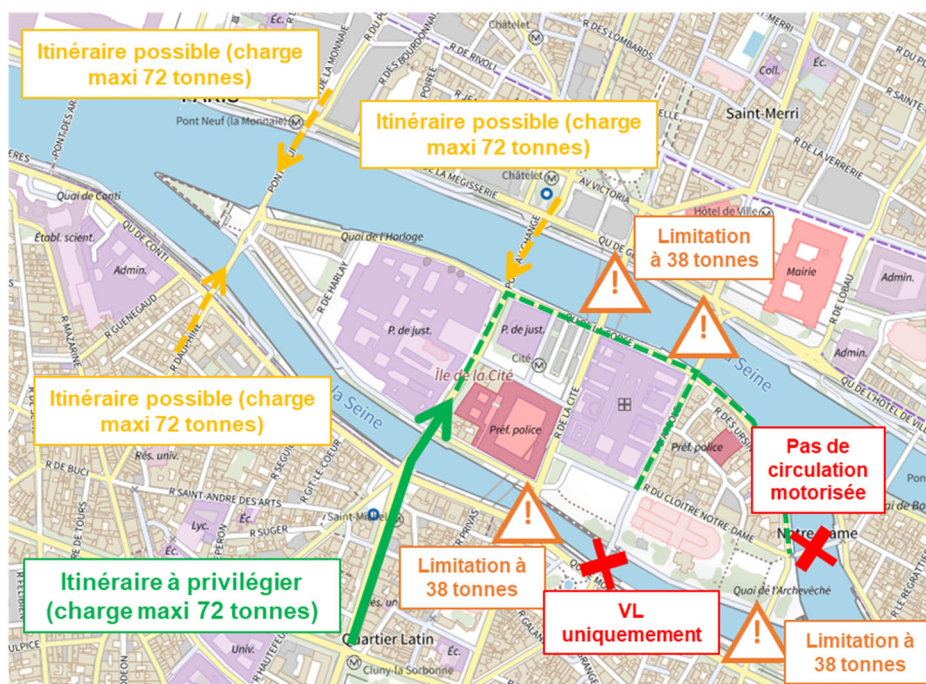
Les véhicules individuels n'ont pas accès au chantier. Il n'est prévu aucune place de stationnement.

Les véhicules de chantier et véhicules individuels devront prendre en compte les dispositions prévues dans les arrêtés en vigueur en matière de circulation routière dans la ville de Paris pour l'accès au chantier, et s'adapteront en conséquence.

Les éventuels changements de sens de circulation, les modifications ou les fermetures de voiries réalisées par la ville de Paris devront être pris en compte et respectés par les intervenants du chantier sans formulation de réclamation.

L'attention des entreprises est attirée sur la portance des ponts d'accès à l'Île de la Cité dont les limites de portance communiquées par la Ville de Paris sont les suivantes :

Voies d'accès à l'Île de la Cité des convois exceptionnels
En mesure d'urgence dans la limite de convois ne dépassant pas 72 tonnes



Prescriptions de franchissement des ouvrages

Circuler seul sur l'ouvrage Circuler à vitesse réduite Rouler dans l'axe longitudinal du pont Ne pas développer d'effort dynamique au freinage

Chaque entreprise devra faire une étude détaillée (avec note de calcul et plan) pour le franchissement de ces ouvrages lors de livraison particulière.

Ces études seront soumises pour validation aux services en charge (mairie de Paris / préfecture) de ces ouvrages qui délivreront les autorisations.

Les livraisons considérées comme exceptionnelles nécessiteront d'avoir un accord de la préfecture et/ou des services de la ville de Paris. Aussi, il appartiendra à chaque entreprise d'établir suffisamment à l'avance la demande en intégrant les délais d'instruction et de correction possible.

En cas d'impossibilité d'emprunter ces ouvrages, l'entreprise concernée devra réorganiser ses livraisons en conséquence sans que cela n'appelle une quelconque réclamation.

2.5. CONTRAINTES D'ACCÈS AU SITE

EN ZONES CHANTIER :

Passage obligatoire par les installations de la base vie 2Ter en entrée et sortie de chantier, puis accès aux zones de travail via les circulations et lifts de chantier.

2.6. CONTRAINTES DES HORAIRES DES TRAVAUX

1. EN ZONE OCCUPEE (zone verte) :

L'ouverture de la cathédrale implique que les accès et travaux devront se faire en horaire décalé (hors public et hors exploitation).

On retient les horaires suivants :

- 6h00 à 7h30 pour les zones intérieures à la cathédrale, à la sacristie et au presbytère,
- 19h00 à 21h00 pour les zones intérieures à la cathédrale, à la sacristie et au presbytère suivant les jours (lundi, mardi, mercredi et vendredi),
- 6h00 à 21h00 pour les zones extérieures (abords de la cathédrale et presbytère) à la cathédrale.

Suivant les contraintes des travaux (bruits/autres) les travaux pourront être soumis aux horaires intérieurs.

2. EN ZONE CHANTIER (zone rouge) :

- 6h00 à 21h00 pour les zones extérieures (toitures, combles, terrasses et niveau rdc) à la cathédrale.

Suivant les contraintes des travaux (bruits/autres) les travaux pourront être soumis aux horaires intérieurs.

3. LEVAGES :

L'amplitude de fonctionnement possible de la grue à tour est de 6h30 à 7h45 au-dessus de la cathédrale, de la sacristie et de ses annexes. En dehors de ces emprises, l'amplitude de fonctionnement possible de la grue à tour est de 8h00 à 17h00.

Les levages au-dessus de l'emprise de la cathédrale, de la Sacristie et de ses annexes seront limités aux horaires hors exploitation.

4. LIVRAISONS :

Les livraisons seront à réaliser entre 7h00 et 16h00.

Nota : pour le chargement / déchargement à la grue à tour, les actions devront se programmer à partir de 8h00.

5. GENERALITES :

Les horaires de chantier sont fixés du lundi au vendredi. Ces horaires pourront évoluer en cours de chantier selon les directives de la MOA.

Si l'entreprise souhaite travailler en dehors des horaires d'ouverture du chantier, elle devra demander une dérogation auprès de la Maîtrise d'Ouvrage 15 jours minimum avant l'intervention et respecter le Code du travail pour les jours spécifiques (dimanche, jours fériés, etc.).

L'ensemble des services de sécurité, et particulièrement le trafic, devra être assuré et les entreprises concernées feront leur affaire de l'obtention en temps utile des autorisations administratives et tiendront informés le MOE et l'OPC.

Les entreprises devront exprimer leurs besoins en matière de logistique et de manutention. Les frais générés par le maintien de ces services hors horaires d'ouverture du chantier seront pris en charge par les entreprises concernées.

2.7. CONTRAINTES D'ALLOTISSEMENT

Pour la fin de la Phase III, se référer à l'allotissement des pièces du marché.

L'attention des entreprises est attirée sur le fait que les différents marchés seront réalisés en parallèle.

L'attention des entreprises est attirée sur l'obligation de présenter leurs principes (méthodologies, moyens, produits, phasages, etc.) d'intervention, qui devront être validés par le CSPS, l'OPC et la MOE avant de pouvoir débuter leurs travaux.

Les entreprises, ayant connaissance de ces contraintes, ne pourront se prévaloir d'une quelconque indemnité financière et incidence délais découlant des interfaces de travaux.

2.8. CONTRAINTES LIÉES À LA PRÉSENCE DE VÉGÉTAUX

Des végétaux (arbres, espaces verts) sont présents dans l'emprise chantier et base-vie du projet. En ce sens, les entreprises veilleront à ne pas dégrader les protections en place ainsi que les végétaux. Un périmètre de 2 m libre de tout encombrement doit être maintenu autour des végétaux. En cas de constat de non-respect de ces consignes, des amendes pourront être appliquées par la Ville de Paris à l'encontre de l'entreprise concernée.

2.9. VISITES EXCEPTIONNELLES

Des visites exceptionnelles peuvent avoir lieu dans l'enceinte du chantier, nécessitant une adaptation des jours ou horaires de travail autorisés pour les entreprises. Celles-ci seront

informées en amont pour s'organiser et ne pourront se prévaloir de quelconques retards occasionnés par ces visites.

2.10. ALÉAS

2.10.1. Intempéries

En cas d'événement météorologique avéré et pouvant nuire à l'intégrité du matériel ou du stockage en place sur le chantier (fortes pluies, vents violents, chutes de neige importantes, etc.), il est de la responsabilité des entreprises de :

- Contrôler et sécuriser leur matériel et stockage présent sur le chantier pour garantir leur maintien en fonctionnement et le bon avancement des travaux ainsi que la sécurité des personnes ;
- Etablir avec leur MOE un constat à l'issue de cette sécurisation et, en cas de besoin, si l'arrêt des travaux s'avérait nécessaire, selon les dispositions prévues au CCAP ;
- Fournir au Moe pour analyse et accord les justificatifs nécessaires à leur déclaration d'intempérie.

2.10.2. Découverte patrimoniale/autres

En cas de découverte patrimoniale fortuite par une entreprise, celle-ci doit immédiatement arrêter son activité et mettre en sécurité la zone concernée. Elle doit alors sans délai informer la MOE/MOA de l'événement.

3. ORGANISATION GENERALE

3.1. GENERALITES

Les entreprises doivent se conformer aux dispositions décrites dans le présent document ainsi que dans le PGC, CCAP, CCTC, CCTP, ou tout autre document de leurs marchés précisant les dispositions d'organisation générale du chantier.

Certaines entreprises sont désignées pour exécuter des prescriptions communes utiles au fonctionnement du chantier (marchés des lots 1A, 1B, 1C, 2A, 2B, 2C).

Les entreprises pourront apporter si besoin leur expertise par des propositions complémentaires ou plus adaptées à celles décrites dans la présente note.

Le CSPS créera un livret de chantier contenant toutes les informations nécessaires concernant l'organisation du chantier, les numéros et contacts utiles et les informations de sécurité. Ce livret sera mis à jour autant de fois que nécessaire par le CSPS. Il sera remis en version informatique à chaque lot à chaque mise à jour.

3.2. PARTICIPANTS

3.2.1. Cellule logistique

Une cellule logistique est mise en place, constituée notamment d'un logisticien, d'un adjoint, d'un factotum et un homme trafic.

Les bureaux de la logistique sont ouverts de 7h30 à 15h30 du lundi au vendredi.

Tout dysfonctionnement dans les installations de chantier doit être transmis à la LOG qui saisit la MOE des installations de chantier pour faire intervenir l'entreprise concernée.

La mission de la cellule logistique se déroule principalement sur le site de la cathédrale. Le maître d'ouvrage dispose également de sites déportés dans lesquels la cellule logistique effectue des missions :

- Le site de Saint Witz qui a pour fonction le stockage et l'étude de vestiges.

Sur le site de la cathédrale, la cellule logistique réalise les missions suivantes :

- Mise en place d'un portail informatique à disposition de l'ensemble des entreprises et dédié à la mission logistique ;
- Gestion des demandes d'accès ;
- Gestion des livraisons ;
- Gestion du trafic de chantier ;
- Gestion des aires de stockage ;
- Gestion de l'attribution des vestiaires ;
- Contrôle de la propreté des zones de chantier et base-vie ;
- Traite les dysfonctionnements de la base-vie ;
- Supervision de la gestion des bennes de chantier ;
- Gestion des EPI pour les visiteurs ;

3.2.2. Agents de sécurité

Des agents de sécurité assurent une mission de gardiennage 24h/24, 7j/7 de l'emprise chantier selon la mission décrite dans le paragraphe « 6.1 Gardiennage ».

3.2.3. Entreprises réalisant les prestations décrites à la NOC

Les titulaires des lots relatifs aux installations de chantier s'engagent à mettre en œuvre toutes les prestations d'intérêt commun prévues dans la NOC ou dans le PGC sans remise en cause quantitative et qualitative.

Les titulaires des lots relatifs aux installations de chantier désigneront au sein de leur équipe un référent, chargé d'effectuer un contrôle quotidien de l'ensemble de ses installations de chantier et de mettre en place les mesures nécessaires pour le maintien de leur bon état et fonctionnement.

Le référent sera en lien direct avec la LOG et la MOE dont il sera l'interlocuteur privilégié. En cas d'absence, ce référent devra être immédiatement suppléé par une personne de compétences équivalentes et possédant le même niveau d'informations.

3.2.4. Prorata

Il n'est pas prévu de prorata pour les marchés du projet.

3.2.5. OPC

La mission de pilotage de l'opération sera assurée par l'entité désignée comme OPC.

Le contenu des missions de l'OPC est le suivant :

- Le pilotage et la coordination des travaux,
- L'ordonnancement, et la planification de l'ensemble de l'opération,
- L'organisation et la coordination temporelle des études

Nota : l'organisation de la logistique du chantier sera assurée par la cellule logistique.

Les entreprises devront désigner un référent sur les sujets d'organisation et de planification des travaux.

La mission de ce référent devra être continue sur toute la durée du projet. Par conséquent, en cas d'absence, la personne devra être remplacée sans délai, avec continuité complète des informations relatives au projet, par une personne de compétence équivalente.

Le(s) référent(s), ainsi que leur(s) suppléant(s) pour cette mission devra/devront être clairement nommés dans le dossier de l'appel d'offre.

La/ les personne(s) retenue(s) devra/devront être mobilisées sur le projet dès la notification du marché.

L'OPC s'appuiera sur les informations de chaque référent pour organiser l'ensemble du projet.

Le référent organisation de chantier et planification de chaque lot aura pour missions de :

- Ordonnancer, planifier et coordonner les études, et travaux de son lot (suivant les objectifs de l'OPC) ;
- Être l'interlocuteur de l'OPC pour les questions de planning et d'organisation de chantier.

3.2.5.1. Mise en place d'une GED

Une GED (Gestion Electronique des Documents), mise en place par l'OPC, est destinée à l'ensemble des intervenants et ayant pour objectif de centraliser l'ensemble des documents du projet. Dès la mise en service de cette GED, une procédure des gestions des droits d'accès aux outils informatiques et un lien vers les notices GED et BIM seront communiqués à l'ensemble des personnes concernées.

3.3. RÉUNIONS ET VISITES

Chaque entreprise est tenue d'assister à toutes les réunions, visites ou état des lieux auxquels elle est convoquée.

La liste, **non limitative**, des réunions prévues est au minimum la suivante :

- Réunions d'OPC / chantier / logistiques ;
- Réunions de synthèse ;
- Réunions techniques spécifiques : à planifier avec la MOE selon les besoins ;
- Réunions Lean chantier hebdomadaires ;
- Réunions CISSCT ;
- Visites générales et spécifiques de chantier ;
- Visites d'état des lieux ponctuelles.

Toutes les entreprises convoquées sont tenues d'assister à ces réunions en présentiel.

Tout retard ou toute absence non justifiée sera sanctionné selon les dispositions du CCAP.

Le représentant de l'entreprise est apte à prendre des décisions en séance et sera réputé connaître ses obligations. A ce titre, le référent devra connaître pour son lot les postes en cours et ceux à venir pour chaque zone.

Il prendra note des observations formulées et sera garant de la diffusion en interne (dans le cas de groupement ou de sous-traitants).

En cas d'absence, chaque représentant devra se faire remplacer par une personne de compétence égale ayant la même connaissance du projet.

Chaque référent devra apporter aux réunions auxquelles il est convoqué tous les documents demandés par l'organisateur de la réunion.

Par ailleurs, l'utilisation du téléphone portable en réunion n'est pas acceptée, ceci dans le respect de tous.

3.4. DOCUMENTS ATTENDUS DES LOTS

Chaque entreprise doit transmettre à l'OPC les renseignements et les compléments décrits dans les paragraphes ci-après, nécessaires pour l'organisation et la planification des travaux.

Chaque entreprise aura pour obligation d'assurer la coordination technique et temporelle de l'ensemble des interfaces inhérentes à son marché, en accord avec la Maîtrise d'Œuvre.

La non remise de ces documents pourra être pénalisable pour retard dans la remise des documents.

3.4.1. Eléments généraux

En phase préparation, les entreprises devront :

- Définir le prévisionnel d'effectif par mois sur la durée du projet et fournir la courbe d'effectif ;
- Diffuser la liste prévisionnelle de remise des documents avec les dates de diffusion (en cohérence avec le planning des études) ;
- Fournir les contraintes, les cadences et les moyens envisagés ;
- Fournir une prévision de leurs moyens humains et matériels (organigrammes, sous-traitance, lieu de sous-traitance) et matériels pour les études d'exécution et de synthèse, ainsi que le lieu où celles-ci se déroulent ;
- Fournir une prévision de leurs moyens humains pour les travaux (organigrammes, sous-traitance, travaux) ;
- Fournir une prévision des besoins d'utilisation de la grue à tour ;
- Fournir une prévision de trafic, livraisons et moyens d'approvisionnement vers le site ;
- Fournir une évaluation de leurs besoins surfaces en magasins, containers et parcs de stockage.

En phase travaux, les entreprises devront :

- Mettre à jour les effectifs prévisionnels (pour la durée du projet) de manière mensuelle avec une vision à 2 mois ;
- Donner le pointage des effectifs du lot présent de manière hebdomadaire ;
- Tenir à jour la liste des documents (comprenant les dates des diffusions, les retards, les attentes des visas MOE, BC, CSPS, CSSI) ;
- Mettre à jour la liste des échantillons et les dates de diffusion et de validation ;
- Organiser, suivre et relancer en interne la diffusion des documents attendus ;
- Organiser, suivre et relancer en interne les travaux à exécuter suivant les objectifs fixés par l'OPC et suivant les plannings arrêtés ;
- Reporter de manière hebdomadaire les points bloquants pour leurs études et travaux
- Suivre les travaux et nettoyages journaliers sur chantier pour leur lot ;
- Suivre et diffuser les justificatifs pour la gêne ou l'arrêt des travaux de leur lot ;
- Diffuser, 48h avant chaque réunion OPC, de façon hebdomadaire, l'avancement de leurs travaux et ceux de leurs sous-traitants, présenté sous forme schématique ;
- Fournir chaque semaine une évaluation de leurs besoins de stockage ;
- Fournir chaque semaine leurs prévisions d'utilisation de la grue à tour ;
- Fournir chaque semaine leurs prévisions de livraisons (enregistrées sur une plateforme de gestion des livraisons dédiée) ;

- Fournir chaque semaine la liste de leurs sous-traitants présents ou proposés à l'acceptation du Maître d'Ouvrage et du Maître d'Œuvre ;
- Fournir le bilan hebdomadaire des études réalisées et des points bloquants ;
- Fournir chaque semaine les mesures pour résorber les retards ;
- Réviser l'ordonnancement suivant les besoins du chantier.

3.4.2. Le planning détaillé des études et travaux

En phase préparation, les entreprises devront :

- Elaborer dans le premier mois les plannings détaillés des études, travaux et commandes pour leur lot et les proposer à l'OPC et à la MOE. Ces documents devront être en corrélation avec les documents du marché et respecter les dates contractuelles ;
- Elaborer leurs plannings spécifiques ;
- Elaborer le planning de remises des échantillons en cohérence avec leurs études et commandes ;
- Elaborer le planning pour les éventuels témoins/prototypes en corrélation avec leurs délais de fabrication, approvisionnement et travaux ;
- Fournir les calendriers et délais d'établissement et de fourniture des plans d'exécution, note de calcul, fiches techniques en corrélation avec les délais des approvisionnements et en fonction des dates d'intervention programmées par l'OPC ;
- Fournir les délais unitaires de commande, approvisionnement, fabrication et pose, pour répondre aux dates d'intervention programmées par l'OPC.

Tel que décrit précédemment, pendant leur phase préparatoire, les entreprises transmettront leurs plannings qui devront s'inscrire dans les plannings de consultation.

Sur la base de ces documents, l'OPC fera une analyse avant de réaliser les plannings détaillés des études et travaux. Ces plannings détaillés seront alors notifiés et serviront de référence à chaque marché.

En phase travaux, les entreprises devront :

- Elaborer et diffuser les plannings à 3 semaines de manière hebdomadaire par zone/niveau de travail. La diffusion devra être faite 48h avant la réunion OPC et comporter la prévision de ses activités avec report des effectifs et moyens nécessaires d'après le modèle qui sera fourni ;
- Pointer le planning étude interne au lot ;
- Pointer le planning travaux interne au lot ;
- Pointer le planning des commandes ;
- Pointer le planning des essais ;
- Proposer de manière hebdomadaire les mesures de rattrapage de leurs retards (avec la mise à jour de ses plannings) ;
- Elaborer leur planning des essais ;
- Elaborer tous les plannings spécifiques nécessaires pour leurs travaux. ;

- Organiser en interne les OPR et les essais suivant les dates arrêtées par l'OPC.

3.4.3. Phasage et ordonnancement

Chaque entreprise a pour obligation de présenter au maître d'œuvre, à l'OPC et au coordonnateur SPS une note explicative / phasage relatif à la méthodologie de réalisation de ses ouvrages.

En phase préparation, les entreprises devront :

- Elaborer les phasages travaux particuliers avec les dates, délais et zones d'intervention envisagés, ainsi que les points saillants ;
- Fournir une préfiguration de la cinématique envisagée (notamment en matière d'accès et de circulation, de moyens de grutage et de levage, d'échafaudages, de besoins d'aire de stockage et d'atelier) ;

En phase travaux les entreprises devront :

- Mettre à jour les phasages travaux suivant leurs besoins spécifiques pour prise en compte dans les phasages généraux de l'OPC.

3.5. LE PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER

Le plan d'installation de chantier sera mis à jour par la MOE *inst de chantier*.

Le plan de stockages et de cheminements sera mis à jour par la cellule Logistique.

La mise à jour de ces documents se fera en fonction de l'évolution des travaux et des adaptations des installations. A chaque mise à jour, une diffusion sera faite à l'ensemble des acteurs du projet.

3.6. CLÔTURES – PALISSADES – PORTAILS

En cas de besoin exceptionnel de modification de ces installations périmétriques, l'entreprise devra faire valider sa demande auprès de la MOE qui, après analyse et accord des services de la ville de Paris la transmettra au **lot 02B - installations de chantier** pour réalisation.

L'attention des entreprises est portée sur le délai de prévenance de la MOE d'au moins **2 mois** avant la date de réalisation souhaitée.

Concernant les installations/ protections à l'intérieur du chantier, les éventuelles modifications devront être formulées par l'entreprise à la MOE, qui après analyse formulera ses recommandations **lot 02B - installations de chantier** pour réalisation.

Les modifications seront exécutées sous 1 semaine après demande MOE.

3.7. SIGNALÉTIQUE

Toute installation de logo ou de signalisation spécifique sera soumise à approbation du MOA.

L'entreprise titulaire du **lot 02B - installations de chantier** devra effectuer à sa charge et à ses frais le maintien, voir les adaptations de la signalétique intérieure et extérieure existante suivant l'évolution du chantier, mais aussi tous les compléments nécessaires demandés par le CSPS et la MOE, ainsi que la dépose de l'ensemble suivant le repli du chantier.

En cas de demande complémentaire de signalétique d'une entreprise, celle-ci transmettra sa demande à la MOE pour validation, qui la donnera au **lot 02B** pour réalisation.

Le **lot 02B - installations de chantier** en assure l'entretien et le nettoyage. Le **lot 02B - installations de chantier** effectuera un constat chaque mois pour constater la validité des affichages et transmettra ce constat à la Maîtrise d'Œuvre.

Le **lot 02B - installations de chantier** devra mettre en place, selon son marché, les panneaux de chantier réglementaires.

Tout panneau mis en place sans autorisation du Maître d'Ouvrage sera immédiatement enlevé aux frais de l'entreprise concernée.

Chaque entreprise doit sa propre signalétique pour signaler ses postes de travail.

3.8. INTERDICTIONS

Il est strictement interdit de fumer sur le chantier, des points fumeurs sont mis à disposition des entreprises (uniquement en zone base-vie) selon le PIC joint. Il est également interdit de vapoter, mâcher (chewing-gum ou autre), manger sur le chantier, introduire des armes, des stupéfiants ou de l'alcool sur les zones de travaux et dans les cantonnements. Les feux de barbecue ou de quelque type que ce soit sont formellement interdits sur toutes les zones.

4. ORGANISATION DE LA ZONE BASE-VIE

4.1. ACCÈS ET CIRCULATION DU PERSONNEL DE CHANTIER – STATIONNEMENT

Compte tenu l'exiguïté du site, aucun stationnement sur le chantier n'est prévu pour les véhicules de chantier, ni pour les véhicules personnels. En cas de stationnement sauvage aux abords du chantier ou dans son emprise, les services compétents seront saisis pour verbaliser et évacuer le(s) dit(s) véhicule(s).

De plus, côté base-vie aucun véhicule ne peut pénétrer à l'intérieur du site sauf cas exceptionnel (approvisionnement ponctuel). Dans ce cas, l'entreprise concernée devra formuler une demande adressée à la cellule logistique au minimum 72h à l'avance indiquant la raison.

Côté chantier, seuls les camions de livraison (de type porteur) et camionnettes de chantier, seront autorisés pour un stationnement temporaire pendant le laps de temps nécessaire au déchargement de matériels et de matériaux. Une fois ce déchargement effectué, le camion de livraison ou la camionnette devra obligatoirement sortir du chantier.

Cette règle sera appliquée aussi bien pour le personnel de chantier que pour l'encadrement.

Il faudra privilégier les petits et moyens porteurs (en-dessous de 19T) pour approvisionner le chantier (se référer au plan de flux). L'approvisionnement par semi-remorque sera à valider avec LOG/OPC/MOE/MOA

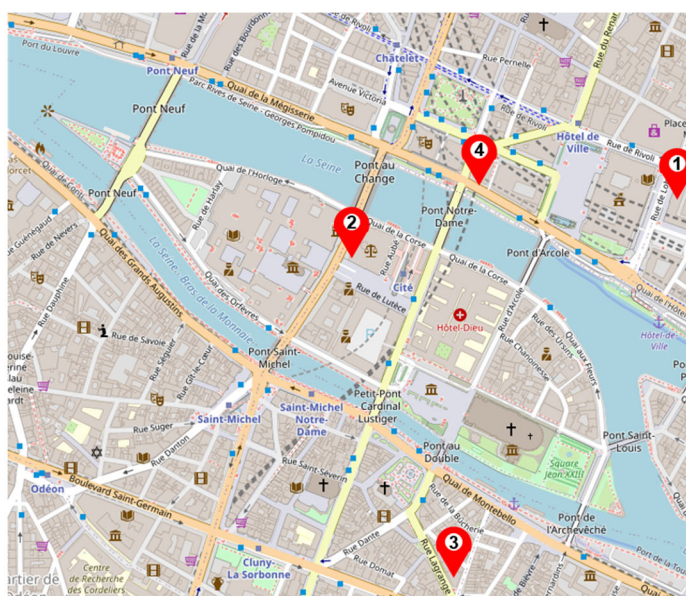
Le logisticien/agent de trafic et les gardiens auront autorité pour faire respecter ces principes, et signaler à la MOE tout manquement à la règle.

Nota : les entreprises devront proscrire les semi-remorques

La cathédrale Notre-Dame de Paris est située sur l'île de la Cité.

Pour venir en transport en commun :

- **Métro**
 - Ligne 4 Station Cité ou Saint-Michel
 - Ligne 1, 11 Station Hôtel de Ville
 - Ligne 10 Station Maubert-Mutualité ou Cluny – La Sorbonne
 - Lignes 7, 11 et 14 Station Châtelet
- **RER**
 - Ligne B Station Saint-Michel – Notre-Dame
 - Ligne C Station Saint-Michel – Notre-Dame



- Parkings**
- ① Parking Indigo Paris Lobau-Rivoli - 4 Rue de Lobau, 75004 Paris
 - ② Parking Indigo Paris Lutèce - Boulevard du Palais, 75004 Paris
 - ③ Parking Lagrange-Maubert - 19 Rue Lagrange, 75005 Paris
 - ④ Parking Hôtel de Ville - 6 quai de Gesvres, 75004 Paris

Pas de stationnement sur le chantier pour aucun type de véhicule

Nota : Les livreurs, entreprises ou toute autre personne intervenant sur le chantier doivent respecter les règles de circulation et de bienséance en vigueur en France et ne peuvent se prévaloir des impératifs du chantier pour justifier leurs actions ou comportements inappropriés.

4.2. BASE-VIE

4.2.1. Organisation des bases-vie

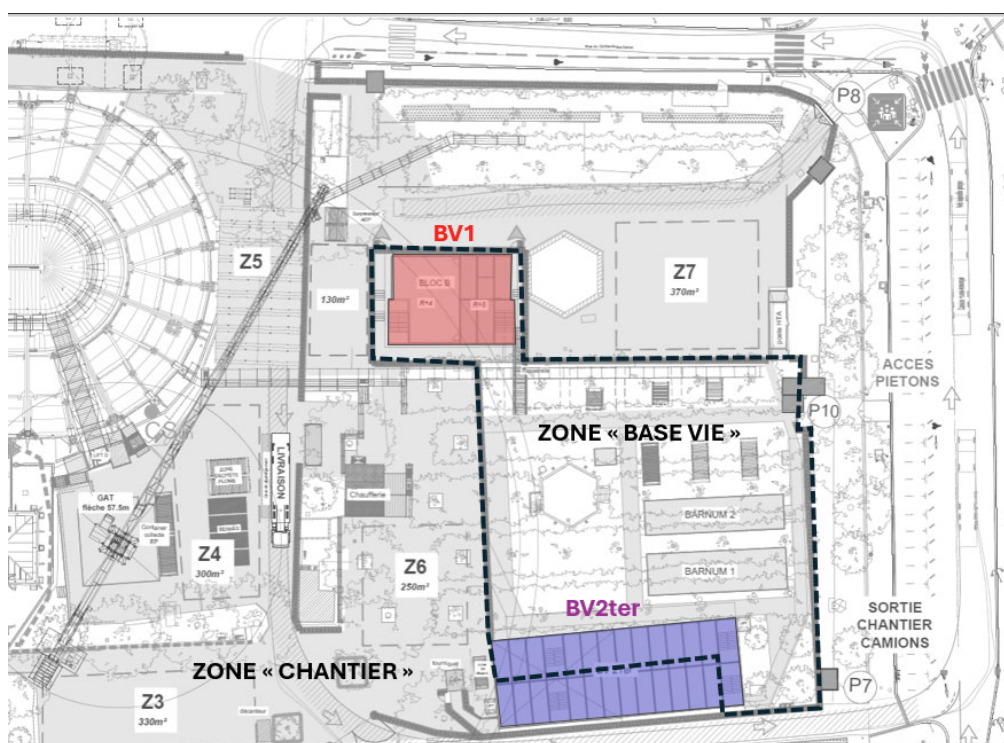


Figure 3 : Configuration de la base-vie projetée

- Le bloc A sera démonté à partir de mars 2025 après transfert provisoires des occupants dans le bloc C.
- Le bloc B accueillera les Maîtrises D'œuvres et d'Ouvrage, ainsi que les mécènes,
- Le bloc C sera déposé avant été 2025. La zone sera transformée en zone de stockage chantier.

Ces données sont prévisionnelles et les actions demandées aux entreprises seront communiquées sous un délai de 2 semaines avant réalisation.

Les entreprises occupant les bureaux et/ou les vestiaires actuels devront (suivant leur présence sur site) procéder aux déménagements de leurs affaires à leurs frais dans les nouveaux modules de la base vie 2 suivant les informations qui leurs seront communiquées par la direction de chantier (MOE/OPC/LOG), en fonction du planning des travaux du **lot 01A – BV chantier**. L'évacuation des bureaux suivant les informations communiquées par la direction de chantier (MOE/OPC/LOG) sera également à leurs frais.

Les bureaux seront équipés en CVC/CFO/CFA (y compris internet), sanitaires et mobilier de bureau.

4.2.2. Entretien, maintenance et nettoyage de la base vie (cantonnements compagnons et bureaux)

Le **lot 01B** fournit les consommables et assure le nettoyage quotidien de l'ensemble de la base-vie.

Il n'est toléré aucun dépôt de déchets, y compris alimentaires, ailleurs que dans des containers prévus à cet effet.

En cas de réclamation concernant l'état de propreté ou un dysfonctionnement d'un équipement de la base-vie, le personnel des entreprises fera remonter l'information au logisticien qui centralisera les demandes et informera **la Moe Installation de chantier**

Les personnels des Entreprises intervenantes doivent, néanmoins, veiller à maintenir les locaux et les abords de la base-vie propres et à ne pas dégrader le matériel présent, sous peine d'exclusion et/ou de pénalités.

Ces prestations seront maintenues pendant toute la durée de l'opération.

4.2.3. Nettoyage des circulations communes (base-vie)

Ce nettoyage est réalisé par l'entreprise titulaire du lot **01B** selon les dispositions prévues au CCTP du lot.

4.2.4. Laverie de chantier

Ce nettoyage est réalisé par l'entreprise titulaire du lot **01C** selon les dispositions prévues au CCTP du lot.

4.2.5. Déchets ménagers

Les entreprises devront jeter leurs déchets selon le tri mis en place par le **lot 01B**. (cf. charte chantier vert).

Ces déchets seront évacués et acheminés par le **lot 01B** chaque jour jusqu'à la voie publique afin d'être collectés par les Services de la Ville.

4.2.6. Attribution des vestiaires

Le nombre de vestiaires attribués sera discuté entre la cellule LOG/OPC et l'entreprise pendant la phase préparatoire.

L'attribution des casiers est gérée par le Logisticien, qui attribue un nombre fixe de casiers à chaque entreprise titulaire d'un lot, pour elle et ses sous-traitants en fonction de leurs effectifs et planning d'intervention.

En cas de besoin de casier supplémentaire, l'entreprise adressera sa demande au Logisticien au minimum 2 semaines (hors week-end et jours fériés) avant le renfort de personnel, afin que puisse être étudiée la possibilité d'accueil de ces personnes.

Pour les intervenants ponctuels, la demande de casiers devra être transmise au Logisticien avec la demande d'accès au chantier. Si disponible, un casier lui sera attribué par le Logisticien.

Un constat avant et après occupation des casiers sera fait avec la cellule logistique et l'entreprise. Toute dégradation constatée sur le matériel confié au personnel (casier, bureau, ...) sera imputée à l'entreprise titulaire du lot pour lequel elle intervient.

4.3. POINTS FUMEURS

Le lot **01A** aménagera des points fumeur dans la zone base-vie (côté bureau et coté 2TER). Ils seront couverts pour protéger de la pluie mais ouverts sur l'extérieur.

4.4. INFIRMERIE

Dès lors que l'effectif de 200 compagnons présents par jour sur le chantier sera atteint, l'infirmerie installée sera activée, conformément à la réglementation en vigueur.

Le local infirmerie sera installé et équipé côté base vie.

5. ORGANISATION DE LA ZONE CHANTIER

5.1. ACCÈS ET CIRCULATION DES VÉHICULES DE CHANTIER

5.1.1. Accès

L'accès de chantier pour les véhicules sera situé :

- Rue du Cloître-Notre-Dame côté Quai de l'archevêché Portail P5 ;
- Promenade Maurice Carême côté quai de l'archevêché Portails P7/P9;
- Promenade Maurice Carême côté quai de l'archevêché Portails P7/P9/P4 – liv diocèse ;

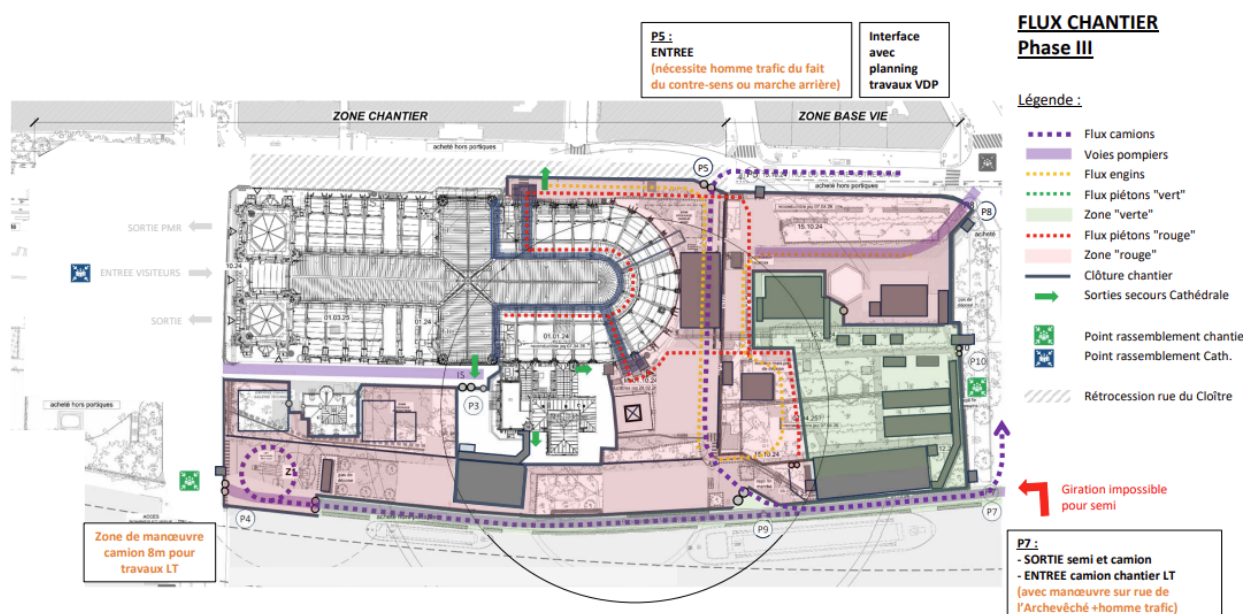


Figure 4: Plan de repérage des portails

Se référer au paragraphe « 11.5 Contraintes de circulation » concernant les charges maximales admissibles sur les ponts amenant à l'île de la Cité.

Ces points d'accès sont clôturés à l'aide de portails coulissants et ouvrants fermés en dehors des heures d'ouverture du chantier sous la responsabilité de la société assurant le gardiennage des accès et la surveillance du site.

Les accès se feront par les portails P5 et P7.

- En dehors de l'enceinte de chantier, les engins à chenilles sont prohibés ainsi que tous les véhicules susceptibles de dégrader le revêtement de la chaussée ;
- Pour les manœuvres des camions sur la voirie (marche-arrière par exemple), l'entreprise réalisant la livraison mettra à disposition en nombre suffisant un ou plusieurs homme(s) trafic pour guider les camions afin de garantir la sécurité des piétons ;
- La sortie des camions se fera dans le sens de circulation ;

- Les conducteurs seront en permanence dans leur véhicule (sauf exception décrite plus bas dans le cas n°2 du protocole de livraison).

5.2. ORGANISATION DES LIVRAISONS

5.2.1. Protocole de livraison

5.2.1.1. Plateforme de réservation de créneaux

Une plateforme internet de réservation de créneaux horaires (de 7h à 16h) équipée d'un logiciel de gestion des livraisons pour l'ensemble du chantier a été mise en place.

Nota : pour le chargement / déchargement à la grue à tour, les actions devront se programmer à partir de 7h45.

Cette plateforme :

- Est accessible à tous les acteurs du projet (suivant degré d'habilitation) afin de leur permettre de renseigner leurs prévisions de livraison ;
- Prendra en compte toutes les différentes zones d'accès.

Chaque entreprise demandeuse devra transmettre au Logisticien une demande d'accès à la plateforme de réservation et pourra créer un compte personnel sécurisé avec un identifiant et un mot de passe uniques lui permettant son authentification sur la plateforme.

La consultation de la plateforme peut se faire 24h sur 24 et 7 jours sur 7 depuis tous types d'ordinateurs, tablettes et smartphone et à l'aide des navigateurs internet les plus utilisés en France.

Le module de réservation peut être consulté en temps réel avec l'affichage des plages horaires disponibles et occupées selon les jours et selon les accès.

Pour chaque livraison, l'entreprise demandeuse devra renseigner les caractéristiques de sa commande selon les plages disponibles, notamment : jour, heure d'arrivée, durée de déchargement, accès chantier concerné. Ces informations devront être transmises au plus tard 72h à l'avance (hors week-end et jours fériés) pour les livraisons standard et au plus tard 1 mois à l'avance pour les transports exceptionnels.

Au quotidien, le Logisticien administrateur de ce programme vérifiera le planning général en temps réel et en cas de nécessité, modifiera les créneaux horaires afin d'assurer la fluidité du trafic de véhicules sur le chantier selon la capacité d'accueil des aires de livraisons.

Toute livraison n'ayant pas fait l'objet d'une réservation préalable se verra refuser l'accès au site.

5.2.1.2. Protocole plomb pour les livraisons en zone chantier (zone rouge)

Pour l'accès des véhicules à l'intérieur de la zone travaux polluée au plomb, les livreurs devront suivre un protocole spécifique.

Cas n°1 : Véhicule avec chauffeur et accompagnant chargé du déchargement ou chargement

Consigne pour la livraison

Les livraisons doivent être organisées en amont par les donneurs d'ordre : *Plateforme logistique*
2 accès (Arcole / Cloître / Archevêché) à utiliser par les entreprises
+ info communiquées aux hommes trafic (Tertiaire Sécurité et agents de trafic SICA)

<p>Cas n°1 : Véhicule avec 2 personnes (chauffeur + accompagnant)</p>	<p>Les chauffeurs n'ont pas le droit de quitter leur cabine à l'intérieur de l'emprise du chantier.</p> <p>L'accompagnant quittera l'engin avec son casque, son gilet fluo et ses chaussures de sécurité <u>avant l'entrée du camion dans l'emprise</u> pour rejoindre l'entrée piéton et sera guidé pour s'équiper d'une <u>combinaison, de gants et de surbottes jetables</u> fournis par le chantier et rejoindre le camion en suivant le cheminement piéton intérieur au site.</p> <p>Seule cette personne sera autorisée à participer au déchargement ou au chargement.</p> <p>L'accompagnant devra ressortir en respectant la procédure de décontamination par le sas et rejoindre la sortie piétons.</p> <p>Le chauffeur devra ressortir avec son engin par la sortie désignée par l'agent de sécurité après s'être assuré du lavage de ses roues.</p>
--	--

Cas n°2 : Véhicule avec chauffeur seul

Consigne pour la livraison

Les livraisons doivent être organisées en amont par les donneurs d'ordre : *Plateforme logistique*
2 accès (Arcole / Cloître / Archevêché) à utiliser par les entreprises
+ info communiquées aux hommes trafic (Tertiaire Sécurité et agents de trafic SICA)

<p>Cas n°2 : Véhicule avec chauffeur seul</p>	<p>Le chauffeur entre avec son véhicule dans l'emprise.</p> <p>A son entrée, il perçoit un « kit composé d'une combinaison + paire de surbottes + gants » fourni par son donneur d'ordre.</p> <p>Le chauffeur s'équipe avant même de sortir de sa cabine.</p> <p>À la fin de son intervention, il doit retirer sa combinaison, ses gants et ses surbottes en suivant les consignes données par la guérite de sécurité, sans contaminer sa cabine.</p> <p>Les vêtements jetables seront récupérés dans un sac par le commanditaire avant la sortie du véhicule de l'emprise. Le sac sera déposé au niveau des vestiaires sales du sas de décontamination.</p>
--	--

Notas :

- Lorsque le camion pénètre à l'intérieur du chantier, il sera accueilli par une personne de l'entreprise en charge de la livraison qui surveillera les manœuvres et s'assurera du bon respect des consignes précitées. Le camion devra ressortir par la sortie désignée par l'homme trafic après avoir nettoyé ses roues. Le nettoyage des roues des camions se fera par **l'agent de sécurité et/ou un homme trafic**, mais sous le contrôle du responsable de l'entreprise.

- Les entreprises sont tenues d'informer les transporteurs de ces consignes. En cas de non-respect constaté, des mesures coercitives seront prises à l'encontre de l'entreprise.

5.2.2. Protocole de déchargement

Une fois le camion entré dans le chantier, les entreprises devront décharger leur matériel et/ou matériaux avec leurs moyens propres appropriés.

Concernant les moyens humains pour les prestations de déchargement :

- Le déchargement est à la charge de chaque entreprise.
- Ces moyens devront être adaptés en fonction des contraintes du chantier (gabarit/ nombre/ etc.).

Les colis sortis du camion seront directement stockés soit sur une zone provisoire (maximum 1h), soit sur une zone attribuée par le logisticien (délai de prévenance de 72h).

Cela permet une libération rapide des aires de déchargements et garanti le respect du planning des livraisons journalières.

Dans un second temps, les colis stockés seront acheminés (par **chaque entreprise**) au pied des lifts ou des grues de chantier.

Les opérateurs veilleront à ce que les manœuvres se fassent sans risques pour les colis et les personnes.

5.2.3. Convois exceptionnels

Dans le cas où l'entrepreneur doit faire approvisionner sur le chantier du matériel par convoi exceptionnel, ce dernier devra avoir réalisé toutes les démarches nécessaires auprès de tous les organismes administratifs compétents et fourni à la MOE au minimum 1 mois avant la date d'arrivée des convois exceptionnels les éléments nécessaires.

5.2.4. Livraison par voie fluviale

Les entreprises qui le souhaitent, auront à leur charge l'étude de faisabilité d'une livraison par la SEINE.

En cas d'un accord par la MOE et MOA, l'entreprise aura à sa charge toutes les modalités pour mettre en place ce type de livraison, ainsi que toutes les adaptations nécessaires.

5.3. MAGASINS DES ENTREPRISES

Pendant sa période de préparation, chaque entreprise communiquera ses besoins en termes de surface de magasins à la MOE pour accord et à la LOG pour analyse en fonction du planning et des autres demandes.

Des containers (équipés de prise électrique) seront disponibles sur le chantier et pourront être mis à disposition des entreprises.

L'affectation du nombre et la typologie de containers par entreprise sera arbitrée par la LOG/OPC/MOE, l'entreprise devra s'adapter suivant le retour de la LOG, sans que cela n'appelle de contestations.

Nota : il n'est pas garanti que toutes les entreprises pourront bénéficier de container car leur nombre est limité à la vue de l'espace disponible.

Il sera alors possible que certaines entreprises amènent des coffres de chantier (nbr et position) à valider par OPC/LOG.

5.4. ZONES DE STOCKAGE

5.4.1. Dispositions générales

Les zones de stockages de matériaux extérieures sont définies sur le plan d'installation de chantier (se référer au PIC de la MOE installations de chantier).

Chaque entreprise souhaitant une zone de stockage en fera la demande écrite auprès du MOE et de la LOG. Ces demandes, après validation de la LOG et MOE, seront reportées périodiquement sur le plan d'installation de chantier par la LOG.

Le logisticien gère ensuite l'attribution, la période et les affectations des surfaces à chaque entreprise.

5.4.2. Zones interdites aux stockages

Aucun stockage n'est admis ailleurs que sur les zones spécifiées au PIC et en particulier :

- Devant les accès et les issues de secours ;
- Sur le circuit d'évacuation et de regroupement d'urgence ;
- Sur les voies pour les pompiers et les cheminements modélisés au sol ;
- Devant les bornes incendie et les colonnes sèches, et les échafaudages qui les protègent.

5.4.3. Stockages de carburants et de matières liquides inflammables

Le stockage d'hydrocarbures ou de gaz ou de produit toxique est strictement interdit sur le chantier (zone travaux et base-vie).

En cas de besoin éventuel et exceptionnel de stockage de carburants ou de matières inflammables liquides, l'entreprise formulera une demande soumise à l'accord préalable du MOE, du Coordonnateur SPS et du préventeur. Les zones possibles de stockage seront ensuite étudiées avec la LOG.

L'entreprise demandeuse devra fournir un plan d'implantation dûment renseigné et une note technique explicitant les dispositions envisagées, notamment pour pallier les problèmes de

fuite et éviter tout risque de pollution ou d'incendie, les quantités qui devraient être stockées et la durée dudit stockage.

Les stockages utilisés devront être de type double enveloppe, et les dispositions prévues pour l'empotage et le dépotage des carburants devront permettre une récupération des égouttures et fuites éventuelles.

Il est également rappelé que les stockages et dépôts liquides inflammables sont limités pour ne pas être soumis à la loi n°76.663 du 19/07/76 concernant les Installations Classées.

5.5. GESTION DES APPAREILS DE CHANTIER

5.5.1. Généralités

L'acheminement des éléments devra se conformer aux prescriptions techniques décrites dans les pièces MOE (classe d'échafaudage, lifts, grues, etc.).

Les entreprises devront anticiper leurs demandes à minima de 1 semaine pour les déchargements et le besoin de nacelle, et de 48H pour les grues, lifts et treuils.

5.5.2. Engins de chantier

Chaque entreprise mettra à disposition son engin de levage destiné aux déchargements des camions, ainsi que pour le déplacement des colis (entre zone de stockage et postes de travail).

Les entreprises devront communiquer à la LOG et à la MOE au minimum 1 semaine à l'avance leurs besoins en termes de déchargements (poids et dimensions de colisage).

Dans ce cas, les règles suivantes devront être respectées :

- Tous les engins de levage, de manutention, de transport, de mouvement de matériaux ou matériels devront être conformes à la réglementation en vigueur ;
- Il appartiendra à chaque entreprise utilisatrice d'effectuer les démarches administratives préalables nécessaires, à ses frais ;
- Avant toute utilisation, l'entreprise devra communiquer au MOE et au coordonnateur SPS les procès-verbaux de contrôle de ces engins et justifier des contrats d'assurance et notices d'entretien en cours de validité ;
- Les engins de chantier seront d'un type évitant les nuisances (bruits, poussières, hydrocarbures, etc.), en privilégiant les engins électriques ou hybrides. Voir charte faible nuisance. Les engins devront être bridés pour ne pas excéder la vitesse autorisée sur chantier (cf. PGC) ;
- Chaque personne amenée à piloter ces engins devra être en possession de l'habilitation requise.

5.5.3. Grues à tour

Le chantier dispose d'une grue à tour mise à disposition par la MOA aux entreprises du chantier.

Les entreprises utiliseront le portail logistique pour obtenir un créneau d'utilisation de la grue à tour ou des grues mobiles, ces dernières étant à la charge des entreprises. Le recours aux moyens de levage doit être mentionné dans les programmes travaux à 3 semaines établis par les entreprises 48 h avant la réunion OPC.

Il est rappelé aux entreprises qu'elles doivent prévoir du personnel compétent pour guider le grutier et contrôler les attaches des colis, avec des chefs manœuvre élingueurs formés et habilités.

En cas de besoin en dehors des plages horaires définies, un grutier pourra être mis à disposition de l'entreprise sur demande (minimum 72 h) justifiée et validée par la MOE et la LOG. Les frais générés par le maintien de ces services en dehors des horaires de travail seront pris en charge par les entreprises concernées.

5.5.4. Grues mobiles

La mise en place de grue(s) mobile(s) sera à la charge des entreprises qui en auront le besoin. Elles auront à leur charge les études d'implantation et les modalités d'amenée sur site.

L'entreprise devra prévoir un balisage délimitant la zone d'intervention.

Toute demande d'utilisation devra être présentée à la MOE, à la MOA, à l'OPC et au CSPS pour validation.

Cette étape validée, l'entreprise devra confirmer à minima 2 semaines à l'avance à la LOG/OPC l'implantation de la machine ainsi que le temps de présence prévu.

L'amenée de la machine ne pourra pas se faire sans ces validations (MOE et OPC/LOG).

5.5.5. Parasitage des ondes

Les entreprises utiliseront des appareils et engins motorisés équipés de dispositifs antiparasites afin de ne pas gêner les réceptions TSF, télécom et télévisions des voisins du chantier.

Les talkies-walkies utiliseront des fréquences spécifiques non conflictuelles. Les fréquences déjà utilisées sur le chantier seront communiquées aux entreprises en phase de préparation.

5.5.6. Palonniers, élingues

La fourniture et la gestion (fourniture + mise en place + contrôles) des palonniers et des élingues seront à la charge de chaque entreprise.

Ces équipements feront l'objet de contrôles réglementaires à la charge de l'entreprise, et les PV de vérification seront tenus disponibles sur le chantier par l'entreprise utilisatrice.

5.5.7. Nacelles élévatrices

La mise en place de nacelle sera à la charge des entreprises qui en exprimeront le besoin.

Elles auront à leur charge les études d'implantation et les modalités d'amenée sur site.

Toute demande d'utilisation devra être présentée à la MOE, à l'OPC, à la MOA et au CSPS pour validation.

Cette étape validée, l'entreprise devra confirmer à minima 2 semaines à l'avance à la LOG/OPC l'implantation de la machine ainsi que le temps de présence prévu.

L'aménée de la machine ne pourra pas se faire sans ces validations (MOE et OPC/LOG).

L'entreprise devra prévoir un balisage délimitant la zone d'intervention.

5.5.8. Lifts de chantier

Des lifts sont en place ou seront mis en place (dans le cadre de la phase III) à l'extérieur de la cathédrale et mis à disposition par le MOA.

Ces lifts sont uniquement manipulés par des liftiers mis à disposition par l'entreprise qui en a effectué la pose.

Les lifts seront maintenus et déposés par l'entreprise qui en a effectué la pose. Se référer au CCTP pour connaître les caractéristiques des lifts.

Les lifts seront opérationnels sur des plages horaires qui seront précisées en phase de préparation de chantier.

En cas de besoin en dehors de ces plages, l'entreprise concernée fera une demande auprès de la MOE pour validation et assumera les frais liés à cette utilisation.

5.6. FLUIDES PROVISOIRES DE CHANTIER

5.6.1. Dispositions générales

Le chantier est équipé en éclairage, coffrets électriques et eau.

Les réseaux et équipements sont partiellement déployés. Ils seront complétés à l'avancement du montage des échafaudages selon le planning de l'opération.

La maintenance des fluides chantier sera réalisée périodiquement par le **lot 2A**.

Les besoins en compléments et adaptations souhaités par les entreprises devront être formulées au MOE 1 mois à l'avance au minimum afin que les interventions aient le temps d'être validées et programmées.

Des astreintes sont également prévues pour dépannage. Elles sont assurées par le **lot 2A**.

Les interventions urgentes seront réalisées en moins de 2h, 24h/24 et 7j/7.

Les dégradations de matériel liées à un mauvais usage par une entreprise pourront lui être imputées financièrement.

5.6.2. Electricité

5.6.2.1. Production

2 postes de 2500 kVa chacun assurent la production de courant sur le chantier. Des TGBT et tableaux divisionnaires sont également implantés sur le site, permettant le raccordement des entreprises intervenantes sur tout l'espace commun.

5.6.2.2. Branchement et distribution électrique de chantier

A partir des installations principales, et suivant le phasage des travaux, le **lot 02A** aura à sa charge le déploiement de l'installation électrique suivant le « Plan de déploiement des coffrets électriques » fourni par la MOE dans le dossier DCE.

Seul le **lot 02A** est habilité à intervenir sur les réseaux.

Les méthodologies des entreprises devront prendre en compte ce plan de déploiement.

En cas de besoin électrique complémentaire (modification, extension), l'entreprise exprimera son besoin à la MOE au minimum 1 mois avant son utilisation sur site. Sous réserve de validation par la MOE, les compléments seront réalisés par le **lot 02A** à la charge de l'entreprise ayant exprimé le besoin.

Chaque entreprise devra s'assurer d'utiliser des équipements et un outillage sécurisé et adapté aux installations proposées, sans surcharger les départs des coffrets. En outre, chaque entreprise devra vérifier avant tout départ de son poste de travail qu'aucun équipement n'est laissé branché.

5.6.2.3. Eclairage

Les extérieurs, les abords et les échafaudages intérieurs et extérieurs de la Cathédrale seront équipés en luminaires et coffrets dans le cadre des installations chantier.

Un éclairage minimal est assuré pour permettre la circulation, conformément au code du travail. Cette installation d'éclairage sera contrôlée et entretenue sur la durée du chantier par le lot **02A**.

Les éclairages au poste de travail sont à charge des entreprises.

Ci-dessous, les valeurs d'éclairage considérées :

- Circulations verticales ≥ 60 lux ;
- Circulations horizontales ≥ 40 lux.

Le matériel et l'outillage prévus par les entreprises seront mentionnés dans les mémoires techniques joints aux offres. Ils seront confirmés dans les PPSPS et lors des inspections communes.

Les puissances électriques liées aux besoins spécifiques seront transmises pour validation.

5.6.3. Eau

Le coût des abonnements et consommations d'eau est pris en charge par la MOA. Au vu de la spécificité de l'édifice, les entreprises devront particulièrement veiller à ne pas occasionner de fuites ou disperser de l'eau.

Le réseau principal a été déployé.

A partir du réseau principal, et suivant le phasage des travaux, le **lot 02A** aura à sa charge le déploiement de la distribution en eau suivant le « Plan de déploiement des branchements en eau » fourni par la MOE dans le dossier DCE.

Les méthodologies des entreprises devront prendre en compte ce plan de déploiement.

En cas de besoin en eau complémentaire (modification, extension), l'entreprise exprimera son besoin à la MOE au minimum 1 mois avant son utilisation sur site. Sous réserve de validation par la MOE, les compléments seront réalisés par le **lot 02A** à la charge de l'entreprise ayant exprimé le besoin.

Seul le **lot 02A** est habilité à intervenir sur les réseaux.

5.7. NETTOYAGES

5.7.1. Nettoyage des circulations communes (chantier)

Le nettoyage des circulations communes verticales et horizontales est réalisé par l'entreprise titulaire du **lot 02C** selon les dispositions prévues aux CCTP des lots.

5.7.2. Nettoyage des zones travaux

Chaque entreprise doit, au titre de son marché, le nettoyage quotidien des zones où elle réalise des travaux.

5.7.3. Nettoyage final de chantier

Il est distingué :

- Le nettoyage précédant les Opérations Préalables à la Réception ;
- Le nettoyage de Réception ;
- Le nettoyage lors des levées de réserves.

Ces différents nettoyages devront être réalisés en respectant les notices d'utilisation et d'entretien des matériaux mis en œuvre dans la construction, et en adéquation avec la présence du plomb.

Chaque Entreprise devra réaliser les nettoyages fins de ses ouvrages dans ces différentes phases.

5.8. EVACUATION DES DÉCHETS

5.8.1. Dispositions générales

Chaque lot doit désigner nommément un responsable propreté.

Chaque entreprise procède au tri de ses déchets et se chargera de leur évacuation jusqu'aux bennes mises en place par **le lot 02C**. Ce dernier évacuera le contenu des bennes de proximité dans les bennes de collecte.

La rotation des bennes est assurée par **le lot 02C**, avec remise des bordereaux à la MOE ANTEA.

Il n'est toléré aucun trop plein ni dépôt sauvage en pied de ces bennes, ou ailleurs sur le chantier.

Dans le cas de dépôts sauvages hors des bennes ou des containers ou dans l'enceinte du site, ou en cas de négligence ou de refus d'une entreprise d'évacuer ou de trier ses déchets, la MOE aura toute autorité pour faire intervenir une autre société de son choix et en imputer les frais correspondants (hors les propres bennes du lot 02C). Ceci, sans mise en demeure préalable, après simple demande formulée par courriel, non suivie d'effet dans les 24 heures.

5.8.2. Déchets plombés

Les entreprises doivent l'enlèvement de leurs déchets plombés jusqu'aux bennes spécialement dédiées (voir PIC). Les entreprises ont à leur charge le conditionnement de ces déchets. Leur gestion et rotation étant ensuite assurée par le **lot 02C**.

5.9. SANITAIRES DE CHANTIER

Des bases avancées ont été installées en zone chantier, comprenant un sanitaire et un lavabo actionnable avec le pied, alimentées en eau et électricité et raccordées au réseau EU.

Leurs positions pourront évoluer en fonction des travaux.

En dehors des bases avancées, il est interdit de boire dans la zone chantier du fait de la réglementation liée au plomb.

La gestion (entretiens / nettoyage) de ces sanitaires sera assuré par le lot 01B pendant la durée du chantier.

5.10. LAVE-BOTTES

Des batteries de laves-bottes sont installés au niveau des accès vestiaires/douches (base-vie 2 ter), dont l'utilisation est obligatoire pour sortir du chantier et aller dans la zone des bases-vie.

Le **lot 02C** et le **lot 2A** assurent au titre de son marché, l'entretien et la maintenance de ces installations pendant toute la durée du chantier, ainsi que le repli de celles – ci en fin d'opération.

6. SÉCURITÉ ET SÛRETÉ

6.1. GARDIENNAGE

L'accès au chantier sera assuré par l'agent de sécurité et les tourniquets pendant les jours et horaires d'ouverture, sous contrôle de la cellule logistique.

L'agent de sécurité assure en particulier les missions suivantes :

- Gérer les accès (ouverture et fermeture du portail pour accès de jour au chantier aux heures qui seront précisées en cours de chantier) ;
- Faire respecter les consignes particulières du MOE et de la LOG concernant les accès et la circulation à l'intérieur du site ;
- Procéder à l'établissement des badges d'identification ;
- Signaler à la MOA et à l'OPC tous les problèmes rencontrés ;
- Assurer la gestion des badges « visiteurs », remis contre une pièce d'identité soit aux visiteurs occasionnels, soit confiés temporairement au personnel avant établissement du badge définitif ;
- Tenir une main-courante des événements particuliers relatifs à leur mission (inscrire les noms, qualités, heures d'entrée/sortie des personnes autorisées et visiteurs accompagnés accédant sur le chantier en dehors des heures d'ouverture) ;
- Interdit tout stationnement de véhicules de livraison risquant d'entraver la circulation extérieure aux abords immédiats du chantier ou l'accès du chantier, et notamment à tous les accès pompiers, et remonte l'information ;
- Interdire, en cas de travaux de nuit ou le week-end, l'entrée ou la sortie de tout véhicule sans autorisation écrite du MOE ;
- Présence 24h sur 24 et 7 jours sur 7.

Les agents de sécurité sont revêtus d'un uniforme permettant de les identifier.

En cas d'infraction ou d'anomalie constaté, les agents de sécurité en référeront immédiatement au MOA ou aux autorités compétentes en cas de besoin. Les gardiens tiendront un registre qu'ils mettront à jour à chaque fin de service et qu'ils enverront au MOA, ainsi qu'à la MOE/OPC.

6.2. VIDÉOSURVEILLANCE

Un dispositif de vidéosurveillance est en place côté base-vie et côté chantier, et sera géré par le **lot 02A**. Conformément à la législation en vigueur, les vidéos ne sont visionnées que par les agents de sécurité. Elles ne peuvent être accessibles par les entreprises. En cas de vol ou détérioration, la Maîtrise d'ouvrage a également possibilité de visionner les vidéos.

6.3. CONTRÔLE D'ACCÈS

L'accès aux installations de chantier y compris cantonnements et bureaux est réservé au personnel du chantier et aux visiteurs autorisés. L'accès du public est interdit.

L'accès du personnel (encadrement et compagnons) à la base-vie de chantier se fera par l'entrée piétonne située rue de l'Archevêché, par un portique type passage unitaire contrôlé par badge et surveillé par l'entreprise de sécurité. Ensuite, l'accès à la zone travaux se fait via un second tourniquet avec lecteur de badge depuis la base-vie 2 ter.

6.3.1. Badges

L'accès au chantier est interdit à toute personne non titulaire d'un badge.

Le port visible du badge est obligatoire pour tous les intervenants dans toute l'enceinte du chantier et dans les locaux de la base-vie. Les personnes non badgées pourront être expulsées du chantier.

Les demandes de badge pour les personnels des entreprises ne pourront être validées qu'une fois la visite d'inspection commune effectuée par l'entreprise avec le Coordonnateur SPS, le PPSPS validé, et dès la transmission des attestations de formation plomb.

Les demandes de badges sont à faire via le portail informatique de la logistique.

Ces badges seront réalisés et délivrés sur le site, au niveau du PC sécurité.

6.3.1.1. Pour un accès longue durée

Pour un accès longue durée, une demande de badge doit être réalisée auprès du Logisticien conformément aux prescriptions ci-dessus au plus tard 48h (jours ouvrés) avant intervention.

Chaque entreprise devra :

- Regrouper au maximum ses demandes de badges ;
- Prendre en compte le délai incompressible nécessaire à l'obtention des badges.

6.3.1.2. Pour un accès ponctuel

Pour un accès ponctuel, ne dépassant pas une journée, une demande de badge doit être réalisée auprès du Logisticien conformément aux prescriptions ci-dessus au plus tard 48h (jours ouvrés) avant intervention.

Elle précise le visiteur concerné, la date, l'horaire et la zone d'intervention, et y est joint la copie recto-verso d'une pièce d'identité. Pour accéder au site, un badge visiteur sera alors confié au visiteur, en échange de sa pièce d'identité, par un agent de sécurité.

A la fin de son intervention, le visiteur devra ensuite rendre ce badge aux agents de sécurité qui lui rendront sa pièce d'identité.

Notas :

- Le badge visiteur n'est valable qu'une seule fois et une journée uniquement,
- Le badge visiteur ne pourra pas servir d'accès pour des travailleurs.

6.3.2. Liste du personnel

Chaque entreprise devra établir un dossier avec la liste de son personnel et celles de ses sous-traitants intervenant sur le chantier. Cette liste sera mise à jour par l'entreprise aussi souvent que nécessaire.

Le MOE et le Coordonnateur SPS devront pouvoir en prendre connaissance à tout moment.

6.4. GESTION DES FERMETURES ET DES CLES

Pendant les horaires d'ouverture du chantier, l'homme trafic veillera à ce que les accès soient clos en permanence et refermés après le passage des camions.

En dehors des horaires d'ouverture, les gardiens s'assureront que tous les accès sont fermés.

La cathédrale étant en exploitation, les clefs du monument sont gérées par l'exploitant. L'entreprise devra faire une demande quotidienne avec restitution obligatoire en fin de journée. Les clés des installations de chantier sont également rassemblées au PC SECURITE.

6.5. SÉCURITÉ DE CHANTIER

Les entreprises mettront en place à leur charge et à leur frais tous les équipements provisoires nécessaires à la protection des personnes dès que leurs travaux le nécessitent, conformément au PGC et en accord avec le CSPS.

Chaque entreprise devra vérifier quotidiennement ses installations et agir immédiatement pour leur maintien en état.

6.5.1. Protections collectives

Il est interdit à quelconque entreprise de déplacer ou de modifier une protection mise en place par un tiers.

Les Entreprises ayant besoin de déplacer une protection collective pour leurs travaux en feront la demande auprès du CSPS et de la MOE qui se rapprocheront le cas échéant auprès de l'entreprise qui est en charge de cette protection pour réaliser les actions demandées.

6.5.2. Echafaudages et ouvrages annexes

Des échafaudages ont été installés permettant l'accès extérieur aux différents niveaux de la cathédrale. D'autres échafaudages sont amenés à être réalisés et seront gérés par une entreprise titulaire.

Aucune modification ne pourra être apportée à ces échafaudages sans l'autorisation préalable de l'entreprise ayant mis en place l'échafaudage, du CSPS et du MOE.

Tout souhait d'adaptation doit faire l'objet de plans soumis à l'approbation de la MOE et de l'entreprise ayant mis en place l'échafaudage. Compte tenu de la complexité inhérente à

l'opération, ces échafaudages devront faire l'objet d'une coordination inter-entreprises préalable avec la participation du Coordonnateur SPS et du MOE.

Ces documents seront soumis à l'approbation du BET de l'Entreprise réalisant l'ouvrage supportant l'échafaudage, du contrôleur technique agréé missionné par l'Entreprise et du CSPS et ce, avant toute intervention sur site.

Il appartient aux entreprises de se coordonner pour que le protocole soit validé à temps pour l'entreprise devant réaliser ses travaux.

6.5.3. Événement imprévu

En cas d'événement imprévu survenant sur le chantier, les entreprises sont tenues de se référer aux instructions de la MOE/MOA.

6.5.4. Points de rassemblement

Des points de rassemblement et issues de secours en cas d'incendie ou pour d'autres besoins d'évacuation urgente seront définis conformément au PGC et indiqués sur le PIC.

Travaux par point chaud

L'entreprise amenée à réaliser des travaux par point chaud (soudage, découpage, meulage...) à l'intérieur ou à proximité des bâtiments devra proposer au MOE et au CSPS les mesures de sécurité qu'elle compte mettre en œuvre. Elle devra également tenir compte des précautions préconisées par ces derniers.

En phase travaux, chaque entreprise amenée à réaliser des travaux par point chaud devra respecter la procédure d'établissement des permis feu.

Tous travaux par point chaud devront faire l'objet d'une demande de permis de feu par l'entreprise demandeuse auprès du PC Sécurité, et ce au moins 24 heures avant l'intervention. Un permis feu spécifique doit être établi pour tous travaux de nuit.

Chaque permis feu accordé sera à afficher durant toute la durée de l'intervention sur la zone de travaux concernée par l'entreprise demanderesse.

Chaque entreprise devra également s'équiper des extincteurs adaptés ; ces extincteurs devront mis en place au poste de travail par point chaud par l'intervenant de l'entreprise.

L'organisation des entreprises devra permettre les contrôles des points chauds, réalisés par les agents du PC Sécurité avant, pendant et après l'intervention.

Les travaux par points chauds devront cesser 2 heures avant le départ des opérateurs (que ce soit pour une pause déjeuner ou pour la fin de la journée de travail).

En cas de travail de nuit autorisé par la MOA, aucuns travaux par points chauds ne seront possibles de 17h à 7h, les agents SSIAP n'étant pas présents sur cette plage horaire. Ces dispositions pourront être amenées à évoluer en cours de chantier.

En outre, chaque entreprise devra prévoir le personnel nécessaire pour accompagner les agents du PC Sécurité lors des visites de contrôle des zones de travaux par points chauds.

Les moyens de lutte contre le feu sont installés conformément au PGC.



- Permis feu systématique pour tout travaux par points chauds
 - ✓ Opération de désassemblage d'équipement (meulage, découpage)
 - ✓ Opération d'assemblage (soudure),....
- Chaque entreprise concernée doit formaliser chaque matin avec le SSIAP (TERTIAIRE SECURITE au PC SECURITE).
- Un exemplaire doit rester sur le poste + un autre au PC sécurité
- Vigilance accrue avant, pendant et après l'intervention

6.5.5. Voies pompier

Des voies réservées aux pompiers sont matérialisées au sol dans l'emprise chantier. Celles-ci doivent rester libres de tout encombrement.

6.5.6. Bornes incendie/colonnes sèches

Les bornes incendie et colonnes sèches présentes dans l'emprise du projet doivent rester libres d'accès en tout temps. Aucun élément ne peut être placé dans un périmètre de 2m autour de celles-ci. Des mesures coercitives seront prises envers les entreprises ne respectant pas ce principe.

6.6. ASTREINTE DES ENTREPRISES

Durant la phase de préparation, tous les lots devront fournir les coordonnées de la personne qui pourra être contactée H24 et 7 jours/7 en cas d'urgence.

7. PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES

7.1. ETANCHEITES PROVISOIRES DE L'OUVRAGE

Les entreprises sont tenues de respecter les systèmes de protection hors d'eau/hors d'air mis en place. Si leurs travaux nécessitent une dépose ou une adaptation de ces derniers, les entreprises proposeront et mettront en place un dispositif permettant d'assurer la continuité du hors d'eau hors d'air après validation de la MOE.

7.2. PHOTOGRAPHIES DE CHANTIER

Du fait de la spécificité du projet, les entreprises ne sont pas autorisées à diffuser de photographies prises dans l'emprise du projet. Les autorisations sont à solliciter auprès de la MOA et de son service communication (cf. CCAP).

Les entreprises sont informées que des journalistes sont régulièrement présents dans l'emprise du projet et peuvent être amenés à prendre des photos ou des vidéos.

7.3. VOLS

Chaque entreprise est responsable de ses ouvrages jusqu'à leur réception sans réserve.

Elle devra procéder au remplacement ou à la réparation des ouvrages dont elle a la charge et qui auraient été endommagés ou dérobés jusqu'à la prononciation de la réception.

En cas de vol constaté de matériel ou sur les ouvrages, la personne identifiée comme ayant commis le vol sera immédiatement renvoyée du chantier.

7.4. DOCUMENTS ET PLANS

7.4.1. Moyens de communication

Les entreprises mettront en œuvre à leur charge les moyens nécessaires (téléphones, talkie-walkie) pour que leurs équipes puissent communiquer entre elles sans nuisances sonores dans l'ensemble des niveaux et bâtiments.

7.4.2. Confidentialité

Il est rappelé aux entreprises, à leur personnel, à leurs sous-traitants et à leurs prestataires qu'ils sont tenus au respect des mesures de confidentialité conformément au CCAP.